

Travaux de la Chambre

● (1502)

Je propose, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Que les allégations de M. Warren Hart, qui a déclaré sous serment avoir soumis le député de Nickel Belt à une surveillance électronique, à une ou plusieurs reprises, et la déclaration du solliciteur général qui a reconnu que Warren Hart avait été à l'emploi de la GRC, soient renvoyées au comité permanent des privilèges et élections pour qu'il enquête sur ces allégations et les circonstances dans lesquelles ce député aurait été soumis à cette surveillance électronique, et sur ce qu'il est advenu des enregistrements du député qui auraient été effectuées par Warren Hart.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député refait allusion à des circonstances qu'il a déjà exposées à plusieurs reprises lorsqu'il a soumis cette affaire à l'intention de la Chambre et présenté une motion de privilège sur laquelle je me suis prononcé, comme il vient de le dire. Je lui ai alors indiqué que s'il pouvait supprimer de sa motion les éléments qui ne concordent pas avec les déclarations du solliciteur général (M. Blais), qui ont été acceptées par la Chambre, et certains autres éléments posant des difficultés, nous serions mieux en mesure de l'examiner. Il s'agit là d'une question très grave, comme je l'ai dit alors.

Après mûre réflexion, je jugerai peut-être que la Chambre doit avoir la possibilité de se prononcer sur cette question très importante, à savoir si la surveillance électronique, qui est quelque chose de très récent et de tout nouveau, constitue une ingérence dans les activités des députés au même titre que les ingérences qui constituaient une violation de leurs privilèges dans les précédents des débuts du Parlement. Donc, j'espère que le député m'accordera quelques jours pour étudier la question afin de voir si la Chambre doit se prononcer sur cette grave question. Je m'efforcerai de rendre une décision lundi ou mardi.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser la question habituelle au sujet des travaux de la Chambre. Je crois savoir que le comité en a terminé de l'examen du bill sur le pipe-line et le premier ministre (M. Trudeau) en a même parlé. Nous en sommes du reste tous très heureux. Le vice-premier ministre (M. MacEachen) pourrait-il nous dire comment sont fixées les priorités en ce qui concerne cette question, et si, maintenant qu'il est revenu à la Chambre, nous allons reprendre immédiatement l'étude de ce projet de loi? Par la même occasion, puisque c'est la dernière fois que nous pouvons poser des questions sur les travaux de la Chambre avant l'ajournement du congé de Pâques, pourrait-il nous dire quelles mesures le gouvernement a l'intention de présenter à la Chambre à notre retour, le 3 avril?

Une voix: Si retour il y a.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le député de Grenville-Carleton (M. Baker), sait quels sont les travaux prévus pour aujourd'hui. Demain, nous mettrons à l'étude le bill C-26 et, si possible, le bill C-21. Il y a un bill au nom du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Faulkner) qui pourrait être lu pour la première fois aujourd'hui. En ce qui

[M. Rodriguez.]

concerne le bill sur le pipe-line du Nord dont le comité devrait faire rapport aujourd'hui ou demain, je proposerais à la Chambre d'en reprendre l'étude à partir de mardi afin que les députés aient la possibilité de proposer à la Chambre les amendements qu'ils souhaiteraient y apporter. A la suite du bill sur le pipe-line du Nord, nous pourrions passer à l'étude des amendements proposés par le comité relativement au programme de lutte contre l'inflation.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, il serait peut-être utile d'aviser la Chambre aujourd'hui des priorités du gouvernement en ce qui concerne l'étude des diverses mesures législatives prévues pour le printemps et peut-être même jusqu'à l'été. Étant donné que des rumeurs circulent à propos de la tenue d'élections cette année, il serait intéressant de savoir ce que le gouvernement entend faire d'ici ces élections. Si notre collègue est en mesure de le dire à la Chambre aujourd'hui, cela nous rendrait bien service.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je veux bien communiquer au député la liste de nos priorités à condition qu'il ne veuille pas m'obliger à l'épuiser avant la tenue d'élections. Le *Feuilleton* compte de nombreux projets de loi et comme on l'a déjà dit, nous présenterons également un projet de loi ayant trait à un référendum et peut-être d'autres mesures touchant la réforme constitutionnelle. Le député sait également qu'il y a au *Feuilleton* une mesure modifiant la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique et une concernant la loi sur le crédit agricole, deux bills qui tiennent une bonne place dans nos priorités. Le menu législatif est donc assez substantiel sans compter qu'il y aura peut-être des propositions budgétaires à étudier à notre retour.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, il y a une autre question que j'aimerais soulever. Je voudrais informer mon collègue que si le gouvernement souhaite reprendre l'étude du bill sur le pipe-line ce soir, pour lui permettre d'en saisir de nouveau la Chambre, nous serions disposés au besoin, à lui accorder quelques instants puisque certains souhaitent d'en finir rapidement avec cette question.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je pense que la dernière question que vient de soulever le député de Grenville-Carleton (M. Baker), pourrait donner lieu à des consultations.

J'aimerais poser une question au vice-premier ministre (M. MacEachen) à propos de propositions budgétaires possibles qu'il vient juste d'évoquer. Je me rends compte que la main droite du ministre ignore les projets qu'entretient le très honorable représentant à sa gauche à propos d'élections. Le ministre des Finances (M. Chrétien) a dit qu'il n'y aurait peut-être pas de budget avant le mois de mai, ce qui signifie qu'il n'y aurait pas de budget du tout si des élections avaient lieu en juin. Le vice-premier ministre pourrait-il donc en discuter avec le premier ministre (M. Trudeau) et lui demander d'assurer à la Chambre qu'un budget sera présenté avant les élections. Il conviendra, j'en suis sûr, qu'il est impensable que le gouvernement en appelle au peuple sans au préalable présenter de budget.